

Commission nationale
consultative des
Gens du voyage

Séance plénière du 14 novembre 2019 Synthèse

(14h - 17h, La Défense)

La séance est placée sous la présidence de Dominique Raimbourg.

Il accueille trois nouveaux membres, Véronique Poinssot (ministère du travail – Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle), Chaynesse Khirouni (ADIE) et Martine Tourre-Andreani (SOLIHA). Le président salue Françoise Cloteau, membre du collège des élus de la Commission depuis 2015, qui a décidé de ne pas se représenter aux élections municipales pour un 3^e mandat. Son investissement et ses contributions aux travaux de la commission ont été très appréciés de tous.

Le président aborde le sujet de la localisation d'aires d'accueil permanent suite à l'incendie survenu le 26 septembre de l'usine Lubrizol, classée Seveso seuil haut.

Le président rappelle que le droit commun suffit pour proscrire l'installation d'une aire dont la localisation mettrait en danger la santé et la sécurité de ses occupants. La commission sait parfaitement que de nombreuses aires sont installées dans de tels lieux. L'implantation de l'aire d'accueil permanent, à proximité de l'usine Lubrizol, en est d'ailleurs la démonstration. Au regard de ces constats, les objectifs de la commission sont les suivants : œuvrer à l'ouverture des aires prévues dans les schémas départementaux et qui font aujourd'hui défaut ; identifier, avec l'aide des associations de voyageurs membres de la commission qui transmettent un relevé documenté, quelques aires ouvertes qui pourraient porter atteinte à la santé et la sécurité des occupants ; alerter ensuite les différentes autorités en vue du déplacement de ces aires.

Olivier Morzelle, sous-directeur au ministère en charge du logement, présente l'avancée des travaux relatifs au **projet de décret sur les aires d'accueil permanent et les terrains familiaux locatifs**. Depuis l'avis de la commission du 17 mai, le projet a été soumis au Conseil national de l'habitat (CNH), au Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) et au Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) ; ces trois instances ont également rendu un avis favorable. Le texte a ensuite été transmis au Conseil d'Etat discuté par la section Travaux publics du Conseil d'Etat le 12 novembre.

Un **projet de décret relatif à la commission nationale consultative des gens du voyage** a été soumis aux membres de la commission. La proposition visant à mieux prendre en compte

l'évolution des compétences des établissements publics intercommunaux au sein du collège de élus a été validée.

Un avis de la Commission concernant le **projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** a été adopté à l'unanimité suite aux interpellations de plusieurs associations sur les articles 14 et 15 du projet. Il sera transmis le 15 novembre aux présidents des groupes à l'Assemblée nationale.

Plusieurs **messages d'alerte** à la population en raison de la présence de voyageurs ont été signalés par des représentants d'associations à la commission, qui les condamne unanimement. Les documents seront transmis au ministère de l'intérieur en sollicitant son intervention.

Suite à une présentation de la direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle lors du **groupe technique Emploi Formation** du 10 octobre, la Dihal propose d'apporter son soutien aux associations volontaires afin de les aider à obtenir l'agrément Entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI).

Des expériences initiées sur le territoire pour faciliter la scolarisation des enfants du voyage ont été présentées et discutées en **groupe technique Scolarisation** en présence d'équipes de l'Education nationale et d'une association. La prochaine séance du groupe Scolarisation s'intéressera à des solutions identifiées pour lever les freins et les obstacles à la scolarisation (primaire et secondaire).

La prochaine séance de la Commission se déroulera le 7 février 2020.

Participants

Bachelot	Jean-Paul	Dihal, conseiller Education et droits de l'enfant
Baptiste	Antoine	Gitans du grand sud
Beziat	Marc	ANGVC, invité
Carmen	Jean-Baptiste	CNCPFC, invitée
Cloteau	Françoise	Métropole Grenoble
Debart	Nelly	ANGVC
Delage	Fernand	France Liberté Voyage
Faton	Pascal	CNCPFC, invité
Gernigon	Paul	Ministère de la Culture
Gohet	Patrick	Défenseur des droits
Goyaux	Nathalie	Dihal CNCGDV
Khirouni	Chaynesse	ADIE
Le Mailloux	Olivier	UDAF, invité
Lefleur	Sandrine	Personnalité qualifiée
Leveque	Stéphane	FNASAT, invité
Mary	Isabelle	Ministère de l'Education nationale
Mathieu	Sylvain	Dihal - Secrétaire
Métivier	Damien	Ministère du Logement
Morzelle	Olivier	DHUP, sous-directeur PH1
Najja	Léa	Gitans du grand sud, invitée
Normand	Emily	CNAF
Raimbourg	Dominique	Président
Rivière	Marie-Aurélie	Ministère de l'Intérieur - DLPAJ
Rombaldi	Marie	Adjointe du Dihal
Scheitz	Emile	Personnalité qualifiée
Schlisser	Charlotte	Ministère de l'Intérieur - DLPAJ
Tourre-Andreani	Martine	SOLIHA
Veis	David	AGP
Vincent	Jonathan	ASNIT
Viscontini	Alexandre	Dihal, conseiller Travail emploi

Excusés

Bernard	Tony	Maire de Châteldon
Bouscaillou	Julie	Ministère de la Santé - DGS
Delebarre	Patrick	Maire de Bondues
Duboeuf-Crouzeix	Alexandre	Ministère des Solidarités - DGCS
Jardiné	Martine	Conseillère départementale
Martin	Pauline	Conseillère départementale
Paris	Didier	Député
Primas	Sophie	Sénatrice
Rosselle	Marina	Personnalité qualifiée
Vinet	Véronique	Conseillère régionale